



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr



Saint Denis, le 15 juillet 2014

Monsieur le Président de la
SNCF : Guillaume Pepy
Siège National de la SNCF
2, place aux étoiles
CS 70001
93633 La Plaine St Denis Cédex

Monsieur Pepy,

Les cheminot-es sont soumis depuis des années à de multiples restructurations. Ils et elles ne supportent plus cette politique génératrice de souffrances. Le 10 juin dernier à 19 h 00 après un long processus d'interpellation, resté sans réponse, des milliers de cheminot-es ont manifesté, par la grève, le choix d'une entreprise SNCF une et indivisible. Cette revendication juste et légitime, a fait l'objet d'une violence et d'une désinformation sans précédent à l'encontre des grévistes.

Dès le premier jour de grève, l'entreprise a dépêché, des huissiers et des cadres qui étaient mobilisés pour encadrer les grévistes, les repousser en dehors des enceintes ferroviaires, alors qu'ils y travaillent chaque jour. Les forces de l'ordre, sous les directives du gouvernement ont également apporté un message de répression à l'égard des jeunes, des pères et mères de famille travailleur-euses du rail qui manifestaient pacifiquement.

Nous vous interpellons sur les interprétations qui peuvent être faites par celles et ceux, qui, sous vos ordres, et sans aucune indépendance, étaient chargés de déterminer les comportements des grévistes. Depuis plusieurs jours, de nombreux militants nous informent d'un déploiement de sanctions tous azimuts à l'égard de nombreux grévistes. Vouloir criminaliser ce conflit est une erreur supplémentaire, que les cheminot-es ne pardonneront pas et que la fédération SUD-Rail combattra avec toute son énergie.

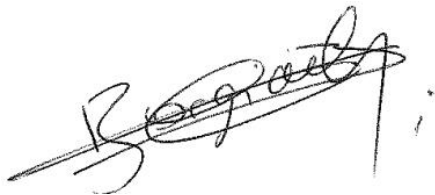
Les Directeurs régionaux sommaient pendant le conflit, les DET, de tout mettre en œuvre pour faire remonter des noms, afin de sanctionner, dans le seul but d'exercer une répression ! Pour exemple, un gréviste présent sur un quai était considéré, comme empêchant un non gréviste de faire son travail, au seul motif qu'il puisse le croiser. Les cheminot-es grévistes ont été victimes d'une instrumentalisation de leur conflit, en étant présenté comme une menace sur les non-grévistes, ce qui est faux !

Dans certaines régions, les IRP ont été maintenues, cela a été vécu comme une provocation ! Tout a été utilisé pour casser les grévistes, les discriminer et les décourager. ***Malgré toutes vos tentatives, les cheminot-es ressortent renforcés de cette lutte et n'accepteront pas la casse de leur outil de travail, du service public ferroviaire, de leur statut et voir leur réglementation être remise en cause.***

Nous vous demandons d'abandonner cette attitude revancharde qui consiste à multiplier les sanctions pour faire des exemples et intimider. Elle ne fera que renforcer le ressentiment des cheminot-es. Vous ne pouvez pas, d'un côté appeler publiquement à la réouverture d'un dialogue, et de l'autre, poursuivre cette répression totalement injustifiée sur les grévistes. La fédération SUD-Rail reste vigilante et souhaite que vous abandonniez ce choix de criminalisation d'un conflit décidé par les cheminot-es et reconduit démocratiquement lors d'assemblées générales.

Nous vous prions de croire, Monsieur Pepy, en nos salutations syndicales.

Pour la Fédération SUD-Rail, Bernard-Borgialli (secrétaire fédéral).

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Borgialli', with a long horizontal stroke extending to the left and a vertical stroke extending downwards to the right.